

Etats-Unis/Politique migratoire

# Trump face à une double offensive judiciaire et politique sur son décret

AFP  
Washington/États-Unis

**Personnalités publiques, chefs d'entreprises parmi les plus grosses du pays, homme de la rue : l'opposition au texte présidentiel ne faiblit pas.**

**DONALD** Trump était confronté hier à une double offensive judiciaire et politique contre son décret anti-immigration. La décision la plus emblématique de sa jeune présidence est bloquée par la justice, contestée dans la rue et attaquée par les plus grosses entreprises de la high tech. Le blocage du décret a de fait rouvert les portes du pays aux réfugiés et aux ressortissants des sept pays visés. Facebook, Google, Microsoft, Twitter et Apple, ont déposé dans la nuit de dimanche à hier une requête en justice dénonçant les "dommages" causés par ce texte. Au total, près d'une centaine d'entreprises se sont jointes à la plainte contre ce texte signé le 27 janvier par le nouveau président, qui interdit temporairement l'entrée aux États-Unis des réfugiés et des ressortissants de sept pays majoritairement musulmans (Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie, Yémen).

Plus tôt dans la journée, l'administration Trump avait déjà subi un revers de taille. La cour d'appel fédérale de San Francisco avait rejeté l'appel formulé samedi par le ministère de la Justice, qui réclamait l'annulation de la décision de suspendre le décret sur tout le territoire américain, prise par le juge de Seattle, James Robart, vendredi. La Maison Blanche avait jusqu'à minuit pour étoffer son argumentaire auprès de la cour de San Francisco. Côté politique, plusieurs hauts responsables de l'administration démocrate sortante, dont l'ex-secrétaire d'Etat John Kerry et l'ex-directeur de la CIA et ancien secrétaire à la Défense Leon Panetta, ont aussi demandé le maintien du blocage d'un décret "mal conçu, mal mis en œuvre et mal expliqué". **"LES GENS VEULENT LA SECURITE"**• Un malaise ressentit jusque dans le camp du président lui-même, d'autant que M. Trump s'est livré à une attaque en règle contre le juge Robart, le qualifiant de "pseudo-juge" et l'accusant de sacrifier la sécurité du pays. Mitch McConnell, le chef de file des républicains au Sénat, a tenté de temporiser en expliquant que la justice faisait son travail et s'est démarqué du décret, dimanche, craignant no-

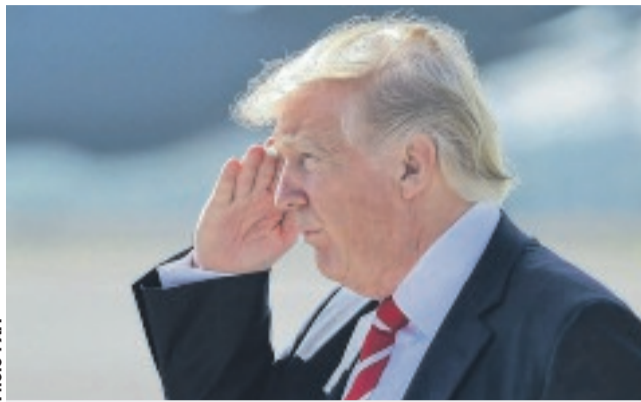


Photo : AFP

Le président Donald Trump attaqué sur plusieurs fronts

tamment que sa rédaction trop vague ne laisse la porte ouverte à "un test religieux". "Nous voulons tous empêcher les terroristes de pénétrer aux États-Unis, mais nous ne voulons certainement pas que des alliés musulmans qui se sont battus à nos côtés ne puissent se rendre aux États-Unis", a-t-il souligné. L'opinion américaine est elle aussi défavorable au texte, qui a encore déversé dans les rues des grandes capitales mondiales des milliers de manifestants ce week-end. Mais Donald Trump estime que ces sondages sont faux. "Tous les sondages négatifs sont de fausses informations, comme les sondages de CNN, ABC, NBC lors de l'élection", a-t-il écrit hier matin sur Twitter. "Désolé mais les gens veulent la sécurité aux fron-

tières et des contrôles extrêmes", a fait valoir le président qui doit visiter hier le commandement militaire américain chargé du Moyen-Orient et de la lutte contre le groupe Etat islamique. Quelque 53% des Américains contestent le décret limitant l'immigration (47% l'approuvent), selon un sondage CNN réalisé entre le 31 janvier et le 2 février. Quelque 51% s'y opposent (45% l'approuvent) selon un autre sondage CBS. Selon le sondage CNN, une proportion identique d'Américains (53%) ont une opinion négative de la présidence en général de Donald Trump, arrivé à la Maison Blanche il y a seulement deux semaines. Le président a balayé d'un revers de la main cette impopularité historique et s'en est pris une nouvelle

fois aux médias après avoir critiqué ce week-end le système judiciaire. "Je décide par moi-même, en me basant largement sur un ensemble de données, et tout le monde le sait. Certains médias donnent de FAUSSES INFORMATIONS, pour se marginaliser, mentent!", a-t-il tweeté hier. **PAYS DIVISE**• La décision de la justice a poussé les réfugiés et les ressortissants des sept pays visés par le texte controversé, à tenter de venir aux États-Unis le plus vite possible. Les immigrants embarquaient de ce fait en nombre sur des vols à destination des États-Unis. Et de nombreuses compagnies aériennes, dont Air France, acceptent de nouveau les ressortissants des sept pays visés. Quelque 60 000 visas ont également retrouvé leur validité, selon la diplomatie américaine. La Maison Blanche, toutefois, entend vite refermer la brèche légale dans laquelle s'engouffrent de nombreux migrants et remporter le combat judiciaire, quitte à multiplier les appels ou porter l'affaire devant la Cour suprême. Le vice-président Mike Pence a écumé les plateaux de télévision dimanche pour exprimer sa "frustration". L'exécutif, a-t-il promis sur Fox News, "va réagir très rapidement".

A travers le monde

- **Afghanistan/Conflit. Record de victimes civiles en 2016**  
Avec l'intensification des combats et l'enracinement de l'EI en Afghanistan, 2016 s'avère de nouveau l'année la plus meurtrière – avec près de 11 500 civils tués ou blessés – pour les populations depuis que l'Onu a entrepris de recenser les victimes civiles en 2009.
- **Colombie/Paix. Bogota négocie avec l'ELN**  
Après l'accord avec les Farc, la Colombie entre ce mardi dans une phase cruciale de sa quête de "paix complète", en commençant à négocier avec l'ELN, dernière guérilla active d'un pays mutilé par plus de 50 ans de conflit armé.
- **Grande-Bretagne/Politique. Brexit : May à la manœuvre**  
La Première ministre britannique Theresa May a exhorté hier les députés de son propre parti à ne pas "entraver" la volonté des Britanniques, à deux jours d'un vote historique qui ouvrira ou non la voie au déclenchement du Brexit.
- **Pays-Bas/Politique. Wilders accusé de diffuser de "fausses informations"**  
Le député néerlandais anti-islam Geert Wilders a créé hier la polémique, la classe politique l'accusant de diffuser de "fausses informations" pour avoir publié sur Twitter un photomontage montrant un rival politique entouré d'islamistes radicaux.
- **Roumanie/Politique. Le gouvernement ébranlé par la poursuite des manifestations**  
Le gouvernement roumain était sous pression



Photo : AFP

hier avant de nouvelles manifestations prévues dans la soirée, au lendemain de la mobilisation record d'un demi-million de personnes, nombreuses à demander la démission de l'exécutif en place depuis un mois.

- **Syrie/Conflit. L'EI complètement assiégé dans son fief d'Al-Bab**  
Les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) sont désormais complètement assiégés dans la ville d'Al-Bab, leur dernier fief dans la province d'Alep, dans le nord de la Syrie, a indiqué hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Allemagne/En prévision des législatives

# Merkel réconcilie tant bien que mal son camp

AFP  
Munich/Allemagne

**Il est vrai que la double menace représentée par le retour en grâce des sociaux-démocrates et l'ancrage des populistes de droite est à prendre au sérieux.**

**LA** chancelière allemande Angela Merkel a battu hier le rappel des troupes conservatrices face à une double menace en vue des législatives de septembre : le retour en grâce des sociaux-démocrates, portés par le populaire Martin Schulz, et l'ancrage des populistes de droite. Après des mois de brouille et à l'issue de deux jours de réunion avec la CDU de Mme Merkel, le chef des conservateurs bavarois (CSU) Horst Seehofer a formalisé au nom de la "stabilité" son "soutien" à la candidature de la chancelière à un quatrième mandat, même s'il lui reproche toujours l'accueil de centaines de milliers de réfugiés en 2015. Au terme de près de 12 ans de gouvernement Merkel,

"personne ne peut sérieusement contester le fait que l'Allemagne va bien sur le plan intérieur et que sur le plan des relations internationales l'Allemagne fait brillamment figure d'îlot de stabilité", a-t-il souligné à Munich devant la presse au côté de la chancelière. Mais le dirigeant bavarois a aussi maintenu sa menace de ne pas rejoindre un futur gouvernement Merkel si la chancelière n'accepte pas de limiter à 200 000 les arrivées annuelles de demandeurs d'asile. Mme Merkel n'a pas bougé non plus : "Je n'ai pas l'intention de changer de position là-dessus". **EMBEILLIE SOCIALE-DEMOCRATE**• Leur incapacité à surmonter ce désaccord intervient à l'heure où la course à la chancellerie pourrait s'avérer plus difficile que prévu pour la favorite des échéances électorales du 24 septembre. Les sociaux-démocrates du SPD, dont Mme Merkel si-phonnait l'électorat depuis qu'ils se sont alliés au gouvernement en 2013, connaissent un regain de popularité, portés par la popularité de Martin



Photo : AFP

La chancelière Angela Merkel peut compter sur le soutien de son allié la CSU en vue des législatives qui pourraient s'avérer plus compliquées que prévu.

Schulz, l'ex-président du Parlement européen, adoubé récemment candidat à la chancellerie. Pour la première fois hier, le parti de centre gauche se retrouve en tête des intentions de vote (31%, +4 points) aux législatives, selon un sondage de l'institut Insa pour le quotidien populaire Bild. La CDU-CSU perd trois points à 30%. Par ailleurs, Mme Merkel

reste la cible favorite du jeune parti anti-islam et anti-migrants Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui s'est donné pour mission d'obtenir un score à deux chiffres et d'affaiblir suffisamment la chancelière pour la priver d'un nouveau mandat. Avec 12% des intentions de vote (-3 points), cette formation qui revendique sa proximité avec le camp du Brexit et le président américain Donald Trump reste bien ancrée dans le paysage politique et peut ambitionner, sauf coup de théâtre, d'entrer à la chambre des députés. Ce qui serait une première pour un parti de ce type depuis 1945. **LA "STABILITE"**• Mme Merkel a dans ce contexte souligné hier une nouvelle fois que cette campagne électorale sera sa "plus difficile". "Comme le montrent les sondages, on a avant tout pour mission de bien se battre", a-t-elle dit. Les difficultés de la chancelière ne se limitent cependant pas à la scène politique nationale. En Europe, sa ligne sur les migrants et sa fermeté sur l'austérité lui valent des cri-

tiques en série. Elle ne parvient d'ailleurs plus à imposer ses vues comme elle en avait l'habitude avant la crise migratoire. Son grand allié américain n'est pas en reste depuis le départ de Barack Obama. M. Trump a ainsi attisé les tensions au sein de l'Union européenne en accusant l'Allemagne d'hégémonie et en prédisant de nouvelles sorties de l'UE sur le modèle du Royaume-Uni. Il a aussi attaqué les pratiques à ses yeux déloyales des Allemands en matière commerciale, de quoi inquiéter les milieux industriels dont la bonne santé repose sur les exportations notamment vers les États-Unis. Angela Merkel a reconnu l'envergure de ces chamboulements nationaux et internationaux, et a esquissé un argument qui pourrait devenir un leitmotiv de campagne : "A une époque où beaucoup de choses changent (...) nous avons besoin de références, ces références sont la fiabilité, la stabilité, l'ordre de la mesure et une approche centriste".